



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## frais pharmaceutiques

Question écrite n° 47617

### Texte de la question

M. Georges Tron \* attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la protection sociale sur les inquiétudes des 86 195 membres de l'Association française des diabétiques concernant un possible déremboursement partiel des dispositifs d'autocontrôle et d'autotraitement du diabète. Cette mesure serait envisagée à travers une modification de la section 2 « Dispositifs médicaux pour perfusion à domicile » du chapitre I, et de la section 3 « Dispositifs médicaux pour autotraitement et autocontrôle » du titre 1er de la liste prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale. L'autocontrôle et l'autotraitement sont des éléments fondamentaux des avancées thérapeutiques en diabétologie. L'autocontrôle permet aux enfants diabétiques et à leur entourage de mieux gérer les crises d'hypoglycémie, avec les angoisses, les traumatismes, les difficultés à long terme, qui peuvent en résulter. L'autocontrôle et l'autotraitement favorisent considérablement la prévention des complications pouvant résulter du diabète comme les amputations, les mises sous dialyse, la cécité, les complications cardiovasculaires. En conséquence, il lui demande quelle est la position du Gouvernement en la matière.

### Texte de la réponse

L'attention du ministre de la santé et de la protection sociale est appelée sur les propositions de modifications tarifaires relatives à la prise en charge, par l'assurance maladie, des différents dispositifs d'autocontrôle et d'autotraitement du diabète inscrits au chapitre 1er du titre I de la liste des produits et prestations (LPP) remboursables prévue à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale. Le ministre rappelle que, en ce qui concerne le diabète, reconnu comme l'une des priorités de santé publique en France, les personnes qui en sont reconnues atteintes peuvent bénéficier, après avis du contrôle médical de leur caisse, d'une prise en charge à 100 % du tarif inscrit à la LPP, pour les soins en rapport avec cette affection. Le ministre tient donc à souligner que le projet actuel ne vise ni au déremboursement, ni à la baisse du taux de prise en charge des dispositifs suscités mais seulement, compte tenu du coût réel des dispositifs concernés, à une baisse négociée de leurs prix et de leurs tarifs de remboursement, sans effet donc sur les restes à charge pour les personnes concernées. Il précise, en outre, que ce projet en est actuellement au stade de la discussion dans le cadre des travaux du comité économique des produits de santé (CEPS) avec les entreprises concernées.

### Données clés

**Auteur :** [M. Georges Tron](#)

**Circonscription :** Essonne (9<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 47617

**Rubrique :** Assurance maladie maternité : prestations

**Ministère interrogé :** santé

**Ministère attributaire :** santé

Date(s) clé(s)

**Question publiée le** : 28 septembre 2004, page 7523

**Réponse publiée le** : 2 novembre 2004, page 8740